

SICAV L'EPARGNANT

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 30 JUIN 2017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETES AU 30 JUIN 2017

En exécution de notre mandat de commissariat aux comptes et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers trimestriels de la Société «SICAV L'EPARGNANT» pour la période allant du premier avril au 30 juin 2017, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de D : 416.389.533, un actif net de D : 415.144.985 et un bénéfice de la période de D : 4.645.917.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société «SICAV L'EPARGNANT », comprenant le bilan au 30 juin 2017, ainsi que l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

1. La direction de la société est responsable de l'arrêté, de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

2. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers.

Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

3. A notre avis, les états financiers trimestriels de la Société « SICAV L'EPARGNANT », annexés au présent rapport, sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 30 juin 2017, ainsi que de la performance financière et de la variation de l'actif net pour la période close à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

Paragraphe d'observation

4. Nous attirons l'attention sur la note aux états financiers n°8 dont le contenu indique que, par référence à la prise de position de la Direction Générale des Etudes et de la Législation Fiscale (DGELF) n° 230 du 4 janvier 2017, la charge encourue par la Société « SICAV L'EPARGNANT » au titre de la contribution conjoncturelle exceptionnelle, instituée par l'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017, et dont le montant s'élève à D : 1.368.926, a été assise sur le résultat d'exploitation de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et rattachée, par abonnement quotidien, à l'exercice 2017.

La charge constatée durant le deuxième trimestre s'élève à D : 341.294, le cumul de la contribution prise en charge au 30 juin 2017 s'élève à D : 678.837.

Notre opinion ne comporte pas de réserve concernant cette question.

Tunis, le 24 juillet 2017

Le Commissaire aux Comptes :

FINOR

Karim DEROUICHE

BILAN ARRETE AU 30 JUIN 2017

(Montants exprimés en dinars)

ACTIF	Note	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Portefeuille-titres	4	328 552 267	294 385 591	318 100 830
Obligations et valeurs assimilées		328 552 267	294 385 591	318 100 830
Placements monétaires et disponibilités		87 382 812	115 515 640	90 377 377
Placements monétaires	5	87 082 900	115 302 647	89 839 415
Disponibilités		299 912	212 993	537 962
Créances d'exploitation	6	454 454	307 280	795 444
TOTAL ACTIF		416 389 533	410 208 511	409 273 651
PASSIF				
Opérateurs créditeurs	7	565 711	541 043	567 949
Autres créditeurs divers	8	678 837	-	-
TOTAL PASSIF		1 244 548	541 043	567 949
ACTIF NET				
Capital	9	406 166 535	400 515 204	390 881 102
Sommes distribuables				
Sommes distribuables des exercices antérieurs		2 704	3 153	3 073
Sommes distribuables de la période		8 975 746	9 149 111	17 821 527
ACTIF NET		415 144 985	409 667 468	408 705 702
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		416 389 533	410 208 511	409 273 651

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars)

	Note	Période du 01/04 au 30/06/2017	Période du 01/01 au 30/06/2017	Période du 01/04 au 30/06/2016	Période du 01/01 au 30/06/2016	Année 2016
Revenus du portefeuille-titres	10	4 395 858	8 572 309	3 696 496	7 142 304	14 865 773
Revenus des obligations et valeurs assimilées		4 395 858	8 572 309	3 696 496	7 142 304	14 865 773
Revenus des placements monétaires	11	993 283	2 128 458	1 404 275	2 967 037	5 765 927
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		5 389 141	10 700 767	5 100 771	10 109 341	20 631 700
Charges de gestion des placements	12	(595 163)	(1 194 359)	(586 457)	(1 173 680)	(2 395 130)
REVENU NET DES PLACEMENTS		4 793 978	9 506 408	4 514 314	8 935 661	18 236 570
Autres produits		1 531	10 493	9 767	12 303	15 785
Autres charges		(3)	(6)	(4)	(6)	(13)
Contribution conjoncturelle	8	(341 294)	(678 837)	-	-	-
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 454 212	8 838 058	4 524 077	8 947 958	18 252 342
Régularisation du résultat d'exploitation		223 554	137 688	251 649	201 153	(430 815)
SOMMES DISTRIBUABLES DE LA PERIODE		4 677 766	8 975 746	4 775 726	9 149 111	17 821 527
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(223 554)	(137 688)	(251 649)	(201 153)	430 815
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres		66 400	14 547	(12 172)	(27 668)	(28 696)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres		125 718	272 518	-	(2 200)	288 651
Frais de négociation de titres		(413)	(413)	-	(35)	(35)
RESULTAT DE LA PERIODE		4 645 917	9 124 710	4 511 905	8 918 055	18 512 262

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars)

	<i>Période du 01/04</i>	<i>Période du 01/01</i>	<i>Période du 01/04</i>	<i>Période du 01/01</i>	<i>Année</i>
	<i>au 30/06/2017</i>	<i>au 30/06/2017</i>	<i>au 30/06/2016</i>	<i>au 30/06/2016</i>	<i>2016</i>
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT	4 645 917	9 124 710	4 511 905	8 918 055	18 512 262
DES OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat d'exploitation	4 454 212	8 838 058	4 524 077	8 947 958	18 252 342
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	66 400	14 547	(12 172)	(27 668)	(28 696)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	125 718	272 518	-	(2 200)	288 651
Frais de négociation de titres	(413)	(413)	-	(35)	(35)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	(17 561 209)	(17 561 209)	(17 219 935)	(17 219 935)	(17 219 935)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	11 624 165	14 875 782	14 209 064	19 608 583	9 052 610
Souscriptions					
- Capital	56 730 560	109 432 004	63 856 019	104 888 784	203 352 396
- Régularisation des sommes non distribuables	19 729	24 349	(4 227)	(5 042)	783
- Régularisation des sommes distribuables	2 032 174	4 645 739	2 337 755	4 362 389	7 687 809
Rachats					
- Capital	(44 927 152)	(94 434 743)	(49 708 589)	(85 526 526)	(193 902 988)
- Régularisation des sommes non distribuables	(16 196)	(22 829)	3 199	4 207	(12 693)
- Régularisation des sommes distribuables	(2 214 950)	(4 768 738)	(2 275 093)	(4 115 229)	(8 072 697)
VARIATION DE L'ACTIF NET	(1 291 127)	6 439 283	1 501 034	11 306 703	10 344 937
ACTIF NET					
En début de période	416 436 112	408 705 702	408 166 434	398 360 765	398 360 765
En fin de période	415 144 985	415 144 985	409 667 468	409 667 468	408 705 702
NOMBRE D' ACTIONS					
En début de période	3 999 916	3 967 498	3 924 489	3 871 524	3 871 524
En fin de période	4 119 722	4 119 722	4 068 179	4 068 179	3 967 498
VALEUR LIQUIDATIVE	100,770	100,770	100,700	100,700	103,013
TAUX DE RENDEMENT	1,11%	2,18%	1,09%	2,18%	4,43%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS
AU 30 JUIN 2017

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

SICAV L'EPARGNANT est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 28 Janvier 1997 à l'initiative de la « STB » et a reçu l'agrément de Monsieur le Ministre des finances, en date du 21 décembre 1996.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, SICAV L'EPARGNANT bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

La gestion de « SICAV L'EPARGNANT » est confiée à la société « STB MANAGER », le dépositaire étant la « STB ».

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Les états financiers trimestriels arrêtés au 30 juin 2017, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états inclus dans les états financiers trimestriels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le gestionnaire.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les dividendes relatifs aux titres OPCVM sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

3.2-Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 30 juin 2017, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées de la SICAV.

En conséquence, les placements en obligations et valeurs assimilées ont été évalués, au 30 juin 2017, au coût amorti, compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

3.3-Evaluation des titres OPCVM

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêt, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3.4-Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5-Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

Note 4 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 30 juin 2017 à D : 328.552.267 et se détaille ainsi :

Désignation du titre	Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 30/06/2017	% Actif net
Obligations et valeurs assimilées		323 622 331	328 552 267	79,14%
Obligations de sociétés		164 640 975	168 224 767	40,52%
AB SUB 2010	30 000	1 799 400	1 861 229	0,45%
AB SUB 2010	20 000	1 199 600	1 240 819	0,30%
AB SUB 2011-1	20 000	1 000 000	1 037 035	0,25%
AMENBANK 2009 A	20 000	1 066 200	1 100 969	0,27%
AMENBANK A 2008	15 000	599 955	603 374	0,15%
AMENBANK B 2008	25 000	1 375 000	1 383 438	0,33%
AMENBANK2009 B	30 000	1 599 300	1 648 813	0,40%
AIL 2013-1 F	10 000	200 000	200 921	0,05%
AIL 2013-1 F	2 900	58 000	58 267	0,01%
AIL 2013-1 V	10 000	200 000	200 865	0,05%
AIL 2014-1	20 000	1 200 000	1 264 128	0,30%
AIL 2015-1 B	15 000	1 500 000	1 584 651	0,38%
ATB 2007/1 D	50 000	3 000 000	3 014 970	0,73%
ATB SUB2009 A2	40 000	1 000 000	1 004 560	0,24%
ATBSUB2009 B1	10 000	700 000	703 586	0,17%
ATL 2010-2	20 000	400 000	408 495	0,10%
ATL 2013-1	20 000	1 200 000	1 212 341	0,29%
ATL 2013-2	20 000	1 600 000	1 657 316	0,40%
ATL 2013-2	10 000	800 000	828 658	0,20%
ATL 2014-1	15 000	600 000	610 080	0,15%
ATL 2014-2	10 000	800 000	805 413	0,19%
ATL 2014-2	5 000	400 000	402 706	0,10%
ATL 2014-3 C	10 000	1 000 000	1 024 105	0,25%
ATL 2014-3 C	10 000	1 000 000	1 024 105	0,25%
ATL 2014-3 C	20 000	2 000 000	2 048 210	0,49%
ATL 2015-1 C	30 000	3 000 000	3 181 690	0,77%
ATL 2015-2 C	40 000	4 000 000	4 084 932	0,98%
ATL 2016-1 C	30 000	3 000 000	3 001 529	0,72%
ATL 2017-1 C	20 000	2 000 000	2 036 585	0,49%
ATL 2017-1 C	30 000	3 000 000	3 054 878	0,74%
ATL 2008SUB	5 000	200 000	209 574	0,05%
ATTIJARI BANK SUB 2015	50 000	5 000 000	5 199 726	1,25%
ATTIJARI LEASING 2013-1 C	20 000	1 600 000	1 654 777	0,40%
ATTIJARI LEASING 2012-2	10 000	428 600	440 264	0,11%
ATTIJARI LEASING 2014-1 C	20 000	1 600 000	1 606 444	0,39%
ATTIJARI LEASING 2015-2	24 000	1 920 000	1 980 594	0,48%
ATTIJARI.LEASING 2016-1	30 000	3 000 000	3 173 770	0,76%

ATTIJARI/LEASING 2015-1	20 000	2 000 000	2 023 592	0,49%
ATTIJARI-LEASING 2014 B	20 000	2 000 000	2 063 189	0,50%
BH V 2013-1	10 000	428 000	428 115	0,10%
BH 2009 A	20 000	1 230 000	1 255 003	0,30%
BH 2013-1	10 000	428 000	428 128	0,10%
BH SUB 2015 B	50 000	5 000 000	5 026 301	1,21%
BH SUB 2016-1 B	50 000	5 000 000	5 045 205	1,22%
BNA 2009 SUB	28 000	1 305 920	1 318 903	0,32%
BNA SUB 2017-1 B	50 000	5 000 000	5 028 959	1,21%
BTE 2009	49 000	1 470 000	1 518 715	0,37%
BTE 2010 A	20 000	800 000	825 194	0,20%
BTE 2011 B	10 000	750 000	764 486	0,18%
BTE 2016 B	50 000	5 000 000	5 129 074	1,24%
BTK 2009 C	10 000	533 100	540 524	0,13%
BTK 2012-1 B	20 000	857 200	884 069	0,21%
BTK 2014-1 B	30 000	3 000 000	3 096 503	0,75%
CHO 2009	6 000	225 000	230 855	0,06%
CHOCOMPANY 2009	3 000	112 500	114 876	0,03%
CIL 2008 SUB	10 000	400 000	410 551	0,10%
CIL 2012/2	20 000	400 000	407 294	0,10%
CIL 2013/1 B	20 000	1 600 000	1 652 375	0,40%
CIL 2014-1	3 000	180 000	189 942	0,05%
CIL 2014-2	15 000	900 000	922 638	0,22%
CIL 2015-1 F	20 000	1 200 000	1 203 018	0,29%
CIL 2016/1 F	30 000	2 400 000	2 417 753	0,58%
CIL 2016/2	10 000	1 000 000	1 022 192	0,25%
CIL 2016/2	15 000	1 500 000	1 533 288	0,37%
ELW 2013	20 000	400 000	404 398	0,10%
HL 2013/2	10 000	800 000	815 723	0,20%
HL 2015-1 B	20 000	2 000 000	2 020 991	0,49%
HL 2015-2 B	40 000	4 000 000	4 064 693	0,98%
HL 2016-1	20 000	1 600 000	1 600 537	0,39%
HL 2016-2 B	40 000	4 000 000	4 147 279	1,00%
HL 2017-1 B	20 000	2 000 000	2 048 175	0,49%
HL 2017-2 B	30 000	3 000 000	3 000 000	0,72%
HL F 2013/1	10 000	200 000	201 331	0,05%
HL SUB 2015-1 B	10 000	1 000 000	1 037 669	0,25%
HL V 2013/1	10 000	200 000	201 200	0,05%
MEUBLATEX 2015 B	9 000	900 000	900 000	0,22%
STB 2008/2	50 000	2 500 000	2 547 014	0,61%
STB 2008/2	20 000	1 017 600	1 028 401	0,25%
STB 2011 A	9 000	256 950	262 240	0,06%
STB 2011 A	5 000	142 750	145 689	0,04%
TL 2013-1 B	10 000	800 000	834 323	0,20%
TL 2013-1 B	10 000	800 000	834 323	0,20%
TL 2013-2 B	10 000	800 000	819 323	0,20%
TL 2014-1 B	20 000	1 600 000	1 616 238	0,39%
TL 2014-2 B	20 000	2 000 000	2 067 358	0,50%
TL 2015-1 B	30 000	3 000 000	3 023 744	0,73%

TL 2015-2	20 000	2 000 000	2 040 088	0,49%
TL 2015-2	10 000	1 000 000	1 020 044	0,25%
TL 2016-1 B	30 000	3 000 000	3 043 825	0,73%
TL SUB 2013	5 000	100 000	100 905	0,02%
TL SUB 2013	2 000	40 000	40 362	0,01%
TL SUB 2015 B	20 000	2 000 000	2 000 346	0,48%
TL SUB 2016	20 000	2 000 000	2 041 637	0,49%
TL 2017-1 B	10 000	1 000 000	1 003 932	0,24%
UBCI 2013	20 000	1 200 000	1 205 365	0,29%
UIB 2009-1 A	40 000	1 200 000	1 248 053	0,30%
UIB 2009-1 B	40 000	2 132 400	2 221 856	0,54%
UIB 2009-1 C	20 000	1 300 000	1 358 006	0,33%
UIB 2011-1 A	20 000	1 000 000	1 035 941	0,25%
UIB 2011-1 B	20 000	1 500 000	1 563 794	0,38%
UIB 2011-2	10 000	285 500	291 075	0,07%
UIB SUB 2015 B	20 000	2 000 000	2 003 945	0,48%
UIB SUB 2015 B	10 000	1 000 000	1 001 973	0,24%
UIB SUB 2016	50 000	5 000 000	5 143 836	1,24%
UIB SUB 2016	25 000	2 500 000	2 571 918	0,62%
UNIFACTOR A 2015	20 000	1 600 000	1 632 658	0,39%
Obligations de L'Etat		10 561 440	10 616 522	2,56%
EMP NATIONAL 2014 A	1 000 000	4 778 815	4 808 720	1,16%
EMP NATIONAL 2014 B	13 000	992 000	1 006 284	0,24%
EMPRUNT NATIONAL 2014 C	55 000	4 790 625	4 801 517	1,16%
Bons du trésor assimilables		148 419 916	149 710 978	36,06%
BTA 04-2024	17 700	17 084 100	17 431 712	4,20%
BTA 03-2026	7 000	6 790 000	6 909 427	1,66%
BTA 01-2024	3 000	2 880 000	2 957 183	0,71%
BTA 04-2028	37 000	34 721 200	35 264 953	8,49%
BTA 05-2022	20 080	21 493 597	20 767 351	5,00%
BTA 08-2022	20 200	19 546 719	20 622 030	4,97%
BTA 03-2019	36 000	37 177 300	36 681 139	8,84%
BTA 10-2026	9 000	8 727 000	9 077 183	2,19%
TOTAL		323 622 331	328 552 267	79,14%

Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 30 juin 2017 à D : 87.082.900 se détaillant comme suit :

	Garant	Coût d'acquisition	Valeur au 30/06/2017	% actif net
<u>Comptes à terme STB</u>				
		50 000 000	52 006 508	12,53%
Placement au 24/09/2018 (au taux de TMM+2,5%)		2 000 000	2 089 142	0,50%
Placement au 25/09/2018 (au taux de TMM+2,5%)		2 000 000	2 088 843	0,50%
Placement au 16/09/2018 (au taux de TMM+2,5%)		2 000 000	2 088 544	0,50%
Placement au 17/09/2018 (au taux de TMM+2,5%)		3 000 000	3 132 367	0,75%
Placement au 18/09/2018 (au taux de TMM+2,5%)		1 000 000	1 043 973	0,25%
Placement au 23/09/2018 (au taux de TMM+2,5%)		4 000 000	4 172 900	1,01%
Placement au 24/08/2018 (au taux de TMM+2,5%)		2 000 000	2 095 424	0,50%
Placement au 24/09/2018 (au taux de TMM+2,5%)		2 000 000	2 086 151	0,50%
Placement au 07/10/2018 (au taux de TMM+2,5%)		10 000 000	10 411 310	2,51%
Placement au 30/10/2018 (au taux de 7,27%)		2 000 000	2 079 990	0,50%
Placement au 26/11/2018 (au taux de 7,25%)		1 000 000	1 035 595	0,25%
Placement au 29/11/2018 (au taux de 7,27%)		2 000 000	2 079 990	0,50%
Placement au 04/12/2018 (au taux de 7,25%)		1 000 000	1 035 912	0,25%
Placement au 06/12/2018 (au taux de 7,25%)		1 000 000	1 035 595	0,25%
Placement au 09/12/2018 (au taux de 7,27%)		2 000 000	2 079 990	0,50%
Placement au 16/12/2018 (au taux de 7,25%)		1 000 000	1 035 595	0,25%
Placement au 19/12/2018 (au taux de 7,27%)		2 000 000	2 079 990	0,50%
Placement au 24/12/2018 (au taux de 7,25%)		1 000 000	1 035 912	0,25%
Placement au 26/12/2018 (au taux de 7,25%)		1 000 000	1 035 595	0,25%
Placement au 03/01/2019 (au taux de 7,25%)		1 000 000	1 035 912	0,25%
Placement au 08/01/2019 (au taux de 7,27%)		2 000 000	2 057 434	0,50%
Placement au 23/01/2019 (au taux de 7,25%)		1 000 000	1 035 912	0,25%
Placement au 08/01/2019 (au taux de TMM+2,5%)		2 000 000	2 079 990	0,50%
Placement au 18/01/2019 (au taux de TMM+2,5%)		2 000 000	2 054 442	0,49%
<u>Certificats de dépôt</u>				
		35 000 000	35 076 392	8,45%
Certificat de dépôt STB au 02/07/2017 (au taux de 4,83%)		3 000 000	2 999 035	0,72%
Certificat de dépôt STB au 03/07/2017 (au taux de 4,83%)		3 000 000	2 998 715	0,72%
Certificat de dépôt STB au 04/07/2017 (au taux de 4,83%)		3 000 000	2 998 394	0,72%
Certificat de dépôt STB au 05/07/2017 (au taux de 4,83%)		3 500 000	3 497 752	0,84%
Certificat de dépôt STB au 06/07/2017 (au taux de 4,83%)		2 000 000	1 998 499	0,48%
Certificat de dépôt STB au 09/07/2017 (au taux de 4,83%)		4 500 000	4 495 176	1,08%
Certificat de dépôt STB au 10/07/2017 (au taux de 4,83%)		5 000 000	4 994 112	1,20%
Certificat de dépôt STB au 11/07/2017 (au taux de 4,83%)		3 000 000	2 996 146	0,72%

Certificat de dépôt STB au 17/07/2017 (au taux de 4,83%)		2 000 000	1 996 146	0,48%
Certificat de dépôt STB au 18/07/2017 (au taux de 4,83%)		1 000 000	997 966	0,24%
Certificat de dépôt BEST LEASE au 11/05/2018 (au taux de 7,5%)		1 000 000	1 008 219	0,49%
Certificat de dépôt BEST LEASE au 01/02/2018 (au taux de 7,813%)		2 000 000	2 051 027	0,49%
Certificat de dépôt BEST LEASE au 18/02/2018 (au taux de 7,813%)		2 000 000	2 045 205	0,24%
TOTAL		85 000 000	87 082 900	20,98%
Pourcentage par rapport à l'actif				20,91%

Note 6 : Créances d'exploitation

Le solde de ce poste s'élève au 30/06/2017 à D : 454.454 contre D : 307.280 au 30/06/2016 et se détaille comme suit :

	<u>30/06/2017</u>	<u>30/06/2016</u>	<u>31/12/2016</u>
Sommes à l'encaissement	255 968	197 518	392 636
Retenues à la source sur BTA	5 118	32 458	301 631
Retenues à la source sur obligations	83 002	11 846	11 846
Intérêts intercalaires courus sur obligations	25 808	34 776	32 836
Autres	84 558	30 682	56 495
Total	454 454	307 280	795 444

Note 7 : Opérateurs créditeurs

Le solde de ce poste s'élève au 30/06/2017 à D : 565.711 contre D : 541.043, au 30/06/2016 et s'analyse comme suit :

	<u>30/06/2017</u>	<u>30/06/2016</u>	<u>31/12/2016</u>
Gestionnaire	146 976	144 759	153 012
Dépositaire	168 373	165 676	171 907
Commission de distribution	250 362	230 608	243 030
Total	565 711	541 043	567 949

Note 8 : Autres créditeurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 30/06/2017 à D : 678.837 et se détaille comme suit :

	<u>30/06/2017</u>	<u>30/06/2016</u>	<u>31/12/2016</u>
Contribution conjoncturelle (*)	678 837	-	-
Total	678 837	-	-

(*) L'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017, a institué au profit du budget de l'Etat et au titre de l'année 2017, une contribution conjoncturelle exceptionnelle (CCE) due par les entreprises et les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ainsi que celles qui en sont exonérées.

Il s'ensuit que malgré son exonération de l'impôt sur les sociétés, la société "SICAV L'EPARGNANT" se trouve dans le champ d'application des dispositions de l'article 48 précité.

En application de la prise de position de la Direction Générale des Etudes et de la Législation Fiscale (DGELF) n° 230 du 4 janvier 2017, et malgré le fait qu'elle soit assise sur le résultat d'exploitation de l'exercice clos le 31 décembre 2016 (au taux de 7,5%), la charge encourue au titre de la CCE, s'élevant à D : 1.368.926, a été rattachée, par abonnement quotidien, à l'exercice 2017 et devrait être payée au Trésor public à la fin de cet exercice.

La charge constatée au titre du deuxième trimestre s'est élevée à D : 341.294, le cumul de la contribution prise en charge au 30 juin 2017, s'élève à D : 678.837.

Note 9 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital, au cours de la période allant du premier Janvier au 30 Juin 2017, se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2016

Montant	390 881 102
Nombre de titres	3 967 498
Nombre d'actionnaires	4 445

Souscriptions réalisées

Montant	109 432 004
Nombre de titres émis	1 110 748
Nombre d'actionnaires nouveaux	278

Rachats effectués

Montant	(94 434 743)
Nombre de titres rachetés	(958 524)
Nombre d'actionnaires sortants	(288)

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	14 547
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	272 518
Régularisation des sommes non distribuables	1 520
Frais de négociations de titres	(413)

Capital au 30-06-2017

Montant	406 166 535
Nombre de titres	4 119 722
Nombre d'actionnaires	4 435

Note 10 : Revenus du portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/04/2017 au 30/06/2017 à D : 4.395.858 contre D : 3.696.496 pour la période allant du 01/04/2016 au 30/06/2016 se détaillant ainsi :

	Période du 01/04 au 30/06/2017	Période du 01/01 au 30/06/2017	Période du 01/04 au 30/06/2016	Période du 01/01 au 30/06/2016	Année 2016
<u>Revenus des obligations</u>	<u>1 667 658</u>	<u>3 901 949</u>	<u>2 085 275</u>	<u>3 980 040</u>	<u>8 263 189</u>
- Intérêts	1 667 658	3 901 949	2 085 275	3 980 040	8 263 189
<u>Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier</u>	<u>2 728 200</u>	<u>4 670 360</u>	<u>1 611 221</u>	<u>3 162 264</u>	<u>6 602 584</u>
- Intérêts (BTA et emprunt national)	2 728 200	4 670 360	1 611 221	3 162 264	6 602 584
TOTAL	4 395 858	8 572 309	3 696 496	7 142 304	14 865 773

Note 11 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/04/2017 au 30/06/2017 à D : 993.283 contre D : 1.404.275 pour la période allant du 01/04/2016 au 30/06/2016 se détaillant ainsi :

	Période du 01/04 au 30/06/2017	Période du 01/01 au 30/06/2017	Période du 01/04 au 30/06/2016	Période du 01/01 au 30/06/2016	Année 2016
Intérêts des billets de trésorerie	-	-	-	14 581	14 581
Intérêts des comptes à terme	705 301	1 406 228	906 030	1 917 231	3 501 374
Intérêts des BTCT	-	-	41 574	90 899	114 979
Intérêts des certificats de dépôt	287 982	722 230	456 671	944 326	2 134 993
TOTAL	993 283	2 128 458	1 404 275	2 967 037	5 765 927

Note 12 : Charges de gestion des placements

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/04/2017 au 30/06/2017 à D : 595.163 contre D : 586.457, pour la période allant du 01/04/2016 au 30/06/2016 et se détaille ainsi :

	Période du 01/04 au 30/06/2017	Période du 01/01 au 30/06/2017	Période du 01/04 au 30/06/2016	Période du 01/01 au 30/06/2016	Année 2016
Rémunération du gestionnaire	439 903	882 787	433467	867 502	1 770 312
Rémunération du dépositaire	77 630	155 786	76495	153 089	312 409
Commission de distribution	77 630	155 786	76495	153 089	312 409
TOTAL	595 163	1 194 359	586 457	1 173 680	2 395 130

Note 13 : Rémunération du gestionnaire, du dépositaire et du distributeur

La gestion de la "SICAV L'EPARGNANT" est confiée à la société STB MANAGER. Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération en TTC de 0,425% l'an, calculé sur la base de l'actif net. La redevance du CMF ainsi que les honoraires du commissaire aux comptes sont supportés par le gestionnaire.

La "STB" assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres, sa rémunération en TTC est égale à 0,075% l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

Par ailleurs, la STB est chargée de la distribution de la SICAV. En contrepartie de ses prestations, elle perçoit une rémunération en TTC de 0,075% l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.